

## **DOCUMENT UNIQUE**

### **valant Candidature, Cahier des Clauses Particulières et Acte d'Engagement**

**Marché n°ARSB-DSI-2025-1**

**Prestation d'assistance et de maintenance multi technique des  
salles serveurs de l'ensemble des sites de l'ARS Bretagne :  
climatisation, incendie, onduleurs**

Ce marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-1 et L2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 et des art. R2124-1 et R2124-2 du décret 2018-1075 portant parties législative et réglementaire du code de la commande publique.

Le présent document comporte 28 pages numérotées de 1 à 28

# SOMMAIRE

<b>Article 1 - Description du marché .....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Forme.....	4
1.3 - Allotissement.....	5
<b>Article 2 - Les cocontractants.....</b>	<b>5</b>
2.1 - L'acheteur.....	5
2.2 - Identification de la société .....	5
<b>Article 3 - Objet de la candidature .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4 - Documents contractuels .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 5 - Durée du marché .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 6 - Avance.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 7 - Commandes .....</b>	<b>7</b>
7.1 - Modification du bon de commande .....	8
7.2 - Suspension du bon de commande.....	9
7.3 - Interruption du bon de commande .....	9
7.4 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
7.5 - Prolongation du délai d'exécution .....	9
7.6 - Demande de devis.....	10
<b>Article 8 - Exécution du marché.....</b>	<b>10</b>
8.1 - Vérification et admission.....	10
8.2 - Garantie .....	11
8.3 - Maintenance.....	11
8.4 - Suivi de l'exécution du marché .....	11
<b>Article 9 - Modifications du marché.....</b>	<b>11</b>
9.1 - Modification des prestations .....	11
9.2 - Modification du titulaire .....	12
<b>Article 10 - Prix du marché.....</b>	<b>12</b>
10.1 - Contenu des prix .....	12
10.2 - Forme des prix.....	13
10.3 - Modalités de révision des prix.....	13
<b>Article 11 - Facturation .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 12 - Règlement .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 13 - Prestations techniques (détails des prestations demandées) .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 14 - Attestation sur l'honneur .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 15 - Obligations du titulaire.....</b>	<b>15</b>
15.1 - Obligation relative aux équipes dédiées au marché.....	16
15.2 - Obligation de résultat et de moyens.....	17
15.3 - Obligation d'information, de conseil, d'alerte et de mise en garde.....	18
15.4 - Obligation de transparence de l'action.....	18
15.5 - Obligation de respect des règles déontologiques.....	18
15.6 - Consentement à l'utilisation des données.....	18
15.7 - Mesures de sécurité .....	19
15.8 - Modifications affectant le titulaire .....	19
<b>Article 16 - Assurances .....</b>	<b>19</b>

<b>Article 17 - Propriété des résultats .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 18 - Confidentialité.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 19 - Protection des données à caractère personnel.....</b>	<b>20</b>
19.1 - Objet.....	21
19.2 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	21
19.3 - Durée de l'engagement .....	21
19.4 - Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur .....	21
<b>Article 20 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....</b>	<b>24</b>
<b>Article 21 - Pénalités.....</b>	<b>24</b>
21.1 - Pénalités pour retard .....	24
21.2 - Pénalités pour indisponibilité .....	25
21.3 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	25
21.4 - Autres pénalités.....	25
<b>Article 22 - Litiges, résiliation, recours .....</b>	<b>25</b>
22.1 - Litiges.....	25
22.2 - Résiliation.....	26
22.3 - Recours.....	26
<b>Article 23 - Dérogations au CCAG .....</b>	<b>27</b>
<b>Article 24 - Signature du marché .....</b>	<b>28</b>
24.1 - La société.....	28
24.2 - L'acheteur.....	28

## **Article 1 - Description du marché**

### **1.1 - Objet**

Le marché a pour objet la prestation d'assistance et de maintenance multi technique (climatisation, incendie, onduleurs) des salles serveurs de l'ensemble des sites de l'ARS Bretagne (siège et Délégations Départementales) :

- ☞ Sites de Rennes : Siège (Place des Colombes) + DD 35 (Place du Général Giraud)
- ☞ Site de Quimper : DD 29 (Venelle de Kergos)
- ☞ Site de Saint Brieuc : DD 22 (Rue de Paimpont)
- ☞ Site de Vannes : DD 56 (Boulevard de la Résistance)

Les sites mentionnés sont ceux existants au lancement de la consultation. En cas de nouveaux sites ou de déménagement, l'acheteur se réserve le droit d'ajouter ou de retirer des sites. L'acheteur en préviendra le titulaire, au plus tôt. Le titulaire ne pourra pas refuser les changements demandés.

Il est attendu que les prestations s'inscrivent dans une logique d'engagement de service et d'assurance d'une permanence de la qualité du service rendu.

L'ARS Bretagne souhaite s'appuyer sur l'expertise du titulaire pour l'ensemble du parc matériel objet du présent marché.

Le marché porte sur les prestations suivantes :

- ☞ des **prestations récurrentes** comprenant :
  - la maintenance préventive des équipements existants sur tous les sites de l'ARS Bretagne
  - l'accès aux supports téléphonique et portail web pour la déclaration, le traitement et le suivi des demandes et incidents
- ☞ des **prestations ponctuelles ou complémentaires** comprenant notamment :
  - une prestation initiale de mise en œuvre par un audit au démarrage du marché
  - des prestations d'assistance technique, d'expertise et de conseils à la demande passées soit sous forme d'unités d'œuvre soit sous forme de devis pour la participation à des projets ou études dans le périmètre du marché
  - le remplacement d'équipements ou l'acquisition d'équipements complémentaires nécessaires au bon fonctionnement, le paramétrage de mise en service, leur support et maintenance associés
  - une prestation de réversibilité en fin de marché

### **1.2 - Forme**

Ce marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-1 et L2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 et des art. R2124-1 et R2124-2 du décret 2018-1075 portant parties législative et réglementaire du code de la commande publique.

Il est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire avec un maximum de 500 000 euros HT (montant maximum pour la durée du marché indiquée à l'article 2 du présent document).

Le présent marché est un marché de prestations de services de type mixte. Il comporte une partie forfaitaire pour les prestations récurrentes et une partie à bons de commande pour les prestations ponctuelles ou complémentaires. L'émission des bons de commande se fera au fur et à mesure des besoins de l'ARS Bretagne en application des articles L. 2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Il est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS arrêté du 30 mars 2021).

### 1.3 - Allotissement

Conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, le marché est constitué d'un lot unique, son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence et risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### Article 2 - Les cocontractants

Le présent marché est conclu entre :

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Bretagne  
et

La société retenue suite à l'appel d'offre lancé sur la base du présent document ci-après dénommée "le titulaire".

### 2.1 - L'acheteur

Signataire	Mme La Directrice de l'Agence Régionale de Santé Bretagne
Numéro SIRET	130 007 966 00075
Adresse	6 Place des colombes CS 14253 35042 Rennes
Téléphone	02 90 08 80 00

### 2.2 - Identification de la société

Nom de la société	
Nom du signataire	
Adresse	
Téléphone	
Courriel	
Numéro SIRET	
Coordonnées bancaires IBAN (joindre un RIB)	

#### 2.2.1 - Groupement d'entreprises

- Nature du groupement :

Le candidat est un groupement d'entreprises : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire : ☐ oui ou ☐ non

- Identification des membres du groupement :

Nom de la société et nom du représentant identifié, adresse, téléphone, courriel, SIRET, coordonnées bancaires IBAN (joindre RIB)	Répartition des prestations avec indication des montants HT

- Identification du mandataire :

Nom de la société	
Nom du signataire	
Adresse	
Téléphone	
Courriel	
Numéro SIRET	
Coordonnées bancaires IBAN (joindre un RIB)	

Les membres du groupement :

- ☐ signent individuellement l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations

#### 2.2.2 - Sous-traitance

Déclaration de sous-traitant(s) (pour chaque sous-traitant déclaré un formulaire DC4 est obligatoire) :

Nom de la société	
Nom du signataire	
Adresse	
Téléphone	
Courriel	
Numéro SIRET	

### **Article 3 - Objet de la candidature**

La candidature est présentée pour l'accord-cadre (le marché est constitué d'un lot unique).

## **Article 4 - Documents contractuels**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ☞ le document unique valant candidature, cahier des clauses particulières et acte d'engagement et son annexe Bordereau des Prix (offre financière y compris les remises) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant
- ☞ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- ☞ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS arrêté du 30 mars 2021)
- ☞ Le cadre de réponse valant mémoire technique du candidat

Les exemplaires de ces documents conservés dans les archives de l'Administration font seuls foi en cas de litige.

Le titulaire déclare en avoir pris connaissance, en accepter toutes les clauses et s'engage à les respecter. Toute clause figurant dans les documents constituant l'offre du titulaire (conditions générales de vente, tarifs, factures...), et contraire aux documents contractuels indiqués ci-dessus, est réputée non écrite.

Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en langue française.

## **Article 5 - Durée du marché**

Le marché prendra effet à sa date de notification. Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, son exécution commencera au 01 janvier 2026 pour une période d'un (1) an et prendra fin le 31 décembre 2026.

Ce marché pourra être tacitement reconduit annuellement trois (3) fois sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) ans. Il prendra fin au plus tard le 31 décembre 2029. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

En cas de non-reconduction du marché, la décision de l'ARS Bretagne sera notifiée au titulaire avec un préavis de deux (2) mois avant la date d'expiration de la période en cours par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception. Le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché jusqu'au terme de la période considérée. Il ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## **Article 6 - Avance**

Conformément à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le taux de l'avance est défini à l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique. Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 %. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat.

Pour ce marché n° ARSB-DSI-2025-1, l'acheteur, conformément aux articles mentionnés ci-dessus :

- ☐ accorde une avance de 10%                      ☒ n'accorde pas d'avance

## **Article 7 - Commandes**

L'exécution des prestations par le titulaire est subordonnée à l'émission de bons de commande par l'ARS Bretagne. Elle est effectuée en site occupé sur le siège et sur chacune des Délégations

Départementales. Les bons de commande peuvent être émis à compter de la notification du marché et jusqu'au dernier jour de validité du marché.

L'ARS Bretagne adresse le bon de commande au titulaire par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande (échanges dématérialisés, supports électroniques...) au fur et à mesure des besoins. La date de prise d'effet portant commencement d'exécution des prestations sera la date de notification du bon de commande en l'absence d'indication sur le bon de commande.

L'ARS Bretagne fournira, lors des commandes, les informations nécessaires à la bonne exécution des prestations par le titulaire :

- ☞ référence du marché
- ☞ numéro du bon de commande
- ☞ données de facturation : numéro de l'engagement et code service
- ☞ objet de la commande : désignation des prestations à réaliser et quantités demandées
- ☞ prix d'engagement correspondant au prix du marché ou du devis (prix Hors Taxes)
- ☞ montant de la TVA
- ☞ montant total de la commande Toutes Taxes Comprises
- ☞ lieu d'exécution ou de livraison
- ☞ référence du devis établi par le titulaire pour les prestations ponctuelles ou complémentaires

Chaque commande fera l'objet d'un accusé réception de la part du titulaire dans les 72h suivant la notification. L'accusé réception précisera la date prévisionnelle d'exécution ou de livraison.

Le titulaire se conformera strictement au bon de commande qui lui est notifié dans le cadre du marché, qu'il ait ou non fait l'objet de réserves de sa part. Il devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées et informer systématiquement l'agence en cas de difficulté d'exécution.

Un bon de commande sera notifié au titulaire sur la base de son offre afin de réaliser les prestations initiales obligatoires de mise en œuvre et selon les montants fixés au Bordereau de Prix. Son objet est de permettre au titulaire de mettre en place son organisation, de prendre en compte l'existant.

Les prestations récurrentes seront commandées sur la base des exigences décrites au CCTP et selon les montants du Bordereau des Prix.

En cas d'intervention en urgence et sous réserve d'un accord préalable de l'ARS Bretagne, un bon de commande de régularisation sera émis après l'intervention du titulaire.

En fin de marché, l'ARS Bretagne pourra notifier au titulaire un bon de commande sur la base de la proposition du titulaire afin de réaliser la réversibilité avec le titulaire suivant.

Dans le cas où certaines prestations listées dans un bon de commande ne pourraient être réalisées pour des raisons extérieures au titulaire et à l'acheteur, aucune facturation ne pourra être réalisée par le titulaire.

Les prestations non réalisées pourront éventuellement être effectuées dans un délai supplémentaire, sur demande de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'acquiescer auprès du titulaire retenu des prestations nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

## **7.1 - Modification du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier (avant livraison ou exécution) les prestations objet du bon de commande correspondant avec l'accord du titulaire.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du bon de



commande correspondant jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

## **7.2 - Suspension du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du bon de commande suspendu, soit l'interrompre dans les conditions mentionnées ci-dessous.

## **7.3 - Interruption du bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du bon de commande correspondant jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

## **7.4 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Il incombe au titulaire d'établir par tout moyen la preuve du caractère effectif de la prestation.

Concernant le personnel d'exécution, les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- ☞ aux prescriptions du document unique pour l'exécution des prestations
- ☞ aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs en situation irrégulière
- ☞ aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale
- ☞ à l'ensemble des consignes intérieures édictées par la personne publique contractante

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

## **7.5 - Prolongation du délai d'exécution**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'agence ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'établissement prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour en bénéficier, le titulaire doit signaler immédiatement à l'ARS Bretagne les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et indiquer la durée de la prolongation demandée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## 7.6 - Demande de devis

Le déclenchement des bons de commande relatifs aux prestations ponctuelles ou complémentaires sera précédé d'une demande de devis transmise par le personnel du DSII au titulaire par mail ou via la plateforme qu'il met à disposition. Un accusé réception devra être envoyé au demandeur afin d'avoir un suivi et une traçabilité.

Le titulaire s'engage à remettre son devis (proposition technique et financière) dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés après la demande (sur la base des prix du marché pour ceux référencés dans le Bordereau des Prix). A défaut, il doit indiquer par tout moyen les raisons tenant à l'impossibilité de le présenter.

Cette proposition doit faire apparaître à minima les mentions suivantes :

- ☞ la référence à la demande de l'ARS Bretagne (mail, numéro de ticket sur la plateforme...)
- ☞ le numéro et la date du devis
- ☞ l'objet des prestations, la quantité et la localisation précise du lieu d'exécution, le détail du produit/équipement susceptible de répondre au besoin et des éventuelles prestations fournies
- ☞ la date et/ou période concernée par cette référence (durée de maintenance, de support, annuelle ou pluriannuelle...)
- ☞ le délai d'exécution et le détail des conditions particulières d'exécution et / ou de livraison
- ☞ le prix public hors taxe et le taux de remise (le cas échéant) du produit ou service
- ☞ le montant total HT et TTC

Le titulaire doit transmettre avec chaque devis une description détaillée des interventions et du matériel proposé (caractéristiques, garantie...).

En cas d'acceptation, le devis sera validé par l'émission d'un bon de commande.

L'ARS Bretagne se réserve la possibilité d'acquérir ces prestations via d'autres fournisseurs si le devis n'est pas accepté.

## **Article 8 - Exécution du marché**

L'ARS Bretagne s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des missions qui lui sont confiées, toutes les informations et documents qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation des prestations dans les meilleures conditions.

L'accès aux sites de l'ARS Bretagne est possible hors des heures d'ouverture seulement si une personne de l'ARS Bretagne est présente, via la société CITEDIA (prestataire de surveillance et gardiennage) pour le siège Place des Colombes à Rennes ou via un code d'accès pour le site de la Délégation Départementale 35 (immeuble des 3 soleils) à Rennes.

Les dégâts et dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'agence, du fait de l'exécution des prestations, sont à la charge de celle-ci.

### **8.1 - Vérification et admission**

Le titulaire avisera l'ARS Bretagne de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la conformité entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Le service fait sera contrôlé in situ ou au vu des rapports ou compte-rendu d'intervention établis par le titulaire. Le responsable du suivi du marché, ou son représentant, procédera à ces opérations dans les conditions prévues aux articles 27 à 33 du CCAG FCS.

Cependant, par dérogation à l'article 27 du CCAG FCS, l'agence n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Le titulaire peut prendre contact avec le responsable du DSII pour obtenir ces informations afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Les rapports de visites ou compte-rendu d'intervention signés du titulaire, validés et contresignés par le responsable du suivi du marché, valent preuve de service fait.

## **8.2 - Garantie**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Pour l'ensemble des prestations de maintenance et d'assistance, la garantie technique est une garantie de bonne exécution ou de bon fonctionnement ou les deux.

La garantie s'exercera dans les conditions fixées à l'article 33 du CCAG FCS.

## **8.3 - Maintenance**

Il sera fait application des dispositions de l'article 32 du CCAG FCS.

## **8.4 - Suivi de l'exécution du marché**

Le titulaire devra assurer la communication de toute information utile relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne pourra pas se soustraire à cette obligation.

Le titulaire fournira annuellement un rapport d'activité sur les statistiques d'incident avec temps de résolution, présentation de la vétusté du parc et recommandations sur la gestion et le présentera en réunion de suivi.

Ces prestations, réputées être incluses dans les prix, ne pourront faire l'objet d'aucune facturation.

## **Article 9 - Modifications du marché**

### **9.1 - Modification des prestations**

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, l'ARS Bretagne se réserve la possibilité de modifier le marché, conformément aux articles R.2122-7 et R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique, aux fins :

- ☞ de demander la réalisation de prestations similaires à celles du marché
- ☞ d'ajouter des prestations, équipements non prévus initialement mais devenus nécessaires
- ☞ de modifier des prestations prévues initialement

En cours d'exécution du marché, les modifications et/ou ajout de prestations peuvent intervenir soit à l'initiative de l'ARS Bretagne, soit à celle du titulaire, car rendus nécessaires par le biais d'une évolution réglementaire, normative, ou technologique. Il peut s'agir notamment de l'ajout, de la suppression de certains équipements.

Ces modifications, qui ne remettent pas en cause la nature globale du marché, se matérialiseront par la mise à jour du Bordereau des Prix. Si une telle modification des prestations du marché s'avérait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions financières selon lesquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

L'ARS Bretagne peut, en cours de réalisation du marché, apporter des modifications au marché, relatives notamment à une augmentation ou une diminution des prestations ou un changement de caractère technique.

Les bons de commandes pour l'acquisition d'équipements (complémentaire ou de substitution) incluront, si besoin, la maintenance jusqu'à la prochaine date de renouvellement du marché. Elle sera ensuite intégrée dans la commande annuelle de maintenance de l'ensemble du parc.

L'ARS Bretagne pourra retirer ou ajouter des équipements à la liste des matériels couverts par la maintenance. Dans ce cas, la redevance due pour l'année en cours est calculée au prorata du temps qui reste à écouler jusqu'à la date anniversaire de renouvellement du marché.

L'inventaire des équipements devra être mis à jour, y compris pour les nouveaux équipements commandés par l'ARS Bretagne.

Toute modification du marché fera l'objet d'un avenant établi par l'ARS Bretagne sur les bases proposées par le titulaire.

## **9.2 - Modification du titulaire**

Le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché. En cas de fusion ou d'absorption de la société titulaire ou en cas de cession de marché, le titulaire doit en informer l'ARS pour demander son agrément. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions pour conclure un marché public et transmettre, avant la date à laquelle la fusion, absorption ou cession doit intervenir, les pièces justifiant qu'il :

- ☞ a la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du titulaire
- ☞ présente des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci
- ☞ a satisfait à ses obligations fiscales et sociales

Cette substitution est subordonnée à l'autorisation expresse de l'ARS Bretagne qui se réserve le droit de la refuser si le nouveau titulaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises.

En cas d'acceptation, un avenant de transfert (signé par les trois parties au contrat) sera rédigé. Le nouveau titulaire s'engage à effectuer les prestations retenues aux conditions du marché et jusqu'à son terme.

## **Article 10 - Prix du marché**

### **10.1 - Contenu des prix**

Les prix sont exprimés en euros et s'entendent libres de taxes.

Le candidat ou l'ensemble des membres du groupement s'engage à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués dans le Bordereau des Prix.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations du marché (notamment l'ensemble des frais de main d'œuvre, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, les frais relatifs aux réunions et aux comptes-rendus, les documentations), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de septembre 2025 et figurent dans le Bordereau des Prix fourni par le titulaire.

Le marché s'exécutera par l'émission de bons de commande formalisés, basés sur les prix figurant dans le bordereau des prix.

Le candidat garantit que les prix non remisés n'excèdent pas ceux qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle et s'engage à faire bénéficier à l'ARS Bretagne des baisses de prix, offres promotionnelles ou remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG FCS, lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'agence, le bon de commande est établi sur la base d'un devis transmis par le titulaire.

## 10.2 - Forme des prix

Les prestations récurrentes sont facturées sur la base de prix forfaitaires annuels en application du Bordereau des Prix.

Les prestations ponctuelles ou complémentaires feront l'objet d'un bon de commande de l'ARS Bretagne au fur et à mesure des besoins. Elles sont facturées sur la base de prix unitaires (sur la base des prix du marché pour ceux référencés dans le Bordereau des Prix et du devis transmis par le titulaire).

## 10.3 - Modalités de révision des prix

Les prix tels qu'indiqués dans le bordereau des prix correspondent aux prix initiaux (établis aux conditions économiques existantes à la date limite de réception des offres). Ils sont fermes pour la première année et seront appliqués du 01 janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Les prix seront révisibles annuellement, à la hausse comme à la baisse, sur proposition écrite justifiée du titulaire, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année à compter du 01 janvier 2027, par application de la formule suivante :

$$Pr = Po [0,15 + (0,85 (ICHT-IMER/ ICHT-IMEo))]$$

- ☞ Pr : prix révisé en euros Hors Taxes
- ☞ Po : prix initial (tel qu'il figure au Bordereau des Prix, en euros Hors Taxes, établi sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres : le mois de septembre 2025 est ainsi appelé "mois zéro").
- ☞ Ir : dernière valeur connue de l'indice Insee ICHT-IME à la date de demande de révision du prix ([Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques \(NAF rév. 2 postes 25-30 32-33\) - Base 100 en décembre 2008 | Insee](#))
- ☞ Io : indice Insee ICHT-IME lu au mois zéro (mois de septembre 2025)

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire devra transmettre sa demande de révision de prix (mentionnant la valeur des indices appliqués et accompagnée du **Bordereau des Prix révisé**) au Pôle Achats Contrats Marchés de l'ARS Bretagne ([ars-bretagne-marches-publics@ars.sante.fr](mailto:ars-bretagne-marches-publics@ars.sante.fr)) et à la personne référente côté DSII (coordonnées communiquées lors de la réunion de lancement), trois (3) mois avant sa date d'application (soit au plus tard le 30 septembre de la période en cours). Dans le silence du fournisseur au-delà de cette date, l'accord-cadre pourra être reconduit tacitement avec maintien des prix en vigueur pour la nouvelle période d'exécution.

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année à compter du 01 janvier 2027 et sont ainsi maintenus pour une nouvelle durée contractuelle d'un an.

En aucun cas, une demande de révision des prix ne sera rétroactive. Il n'y aura pas de révision provisoire.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, les prix révisés sont applicables pour les bons de commande passés à compter de la date de prise d'effet de la révision des prix et ne peuvent être appliqués sur des prestations engagées antérieurement.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles

dispositions en vigueur s'y substituerait, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire proposera à l'ARS Bretagne de nouveaux indices et/ou index et les valeurs retenues.

## **Article 11 - Facturation**

Les factures sont établies au fur et à mesure de la réalisation des prestations au nom de l'Agence Régionale de Santé Bretagne. Elles comportent les éléments suivants :

- ☞ l'identification du titulaire
- ☞ le numéro de SIRET
- ☞ le code IBAN et la référence du compte bancaire
- ☞ le numéro d'identifiant unique et la date d'émission de la facture
- ☞ le numéro du marché : N° ARS Bretagne-DSI-2025-1
- ☞ la référence du bon de commande (numéro d'Engagement Juridique : E suivi de 10 chiffres)
- ☞ la période concernée et le détail des prestations fournies
- ☞ les montants Hors Taxes et Toutes Taxes Comprises
- ☞ la date de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations

La transmission des factures fera l'objet d'un dépôt dématérialisé sur le portail "Chorus Pro" en suivant ce lien : [https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus\\_portail\\_pro](https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro) et en utilisant le numéro SIRET de l'agence ainsi que les éléments suivants qui seront transmis lors de l'envoi de la ou des commandes :

Rubriques	Informations requises
N° de SIRET de l'ARS	130 007 966 00075
N° d'Engagement Juridique	E202600.... (correspond au numéro du bon de commande)
Code Service	DG

L'ARS Bretagne attire l'attention du futur titulaire sur le fait qu'elle n'utilise pas Chorus comme logiciel comptable et qu'elle n'entre pas les données relatives à ses engagements sur le portail "Chorus Pro".

## **Article 12 - Règlement**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire précisé sur le document unique valant Acte d'Engagement.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture (sous réserve de validation du service fait).

Les règlements sont conditionnés à l'atteinte des résultats et après validation des livrables.

Les redevances des prestations récurrentes sont payables annuellement à terme échu.

S'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement. A compter de la réception des justificatifs demandés, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus

récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

### **Article 13 - Prestations techniques (détails des prestations demandées)**

Le candidat se reportera au CCTP et ne pourra ignorer l'ensemble des exigences mentionnées.

### **Article 14 - Attestation sur l'honneur**

Au stade de la candidature, le candidat s'engage en attestant sur l'honneur :

- ☞ disposer des capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, financières, assurances)
- ☞ ne pas faire l'objet d'une des interdictions de soumissionner aux marchés publics (articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique)

Les capacités attestées sur l'honneur, les obligations sociales et fiscales du candidat et l'attestation de conformité à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-5 du code du travail (certificat non exigé pour un candidat de moins de 20 salariés) seront vérifiées par l'acheteur avant notification à l'attributaire.

### **Article 15 - Obligations du titulaire**

Le titulaire garantit avoir, en interne ou par le biais de sous-traitants, l'ensemble des connaissances, compétences et savoir-faire techniques et organisationnels nécessaires à l'exécution du présent marché. Il certifie la faisabilité technique et la légalité des solutions préconisées.

Le titulaire s'engage pendant toute la durée du marché à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment à :

- ☞ garantir le respect des niveaux de service notamment en termes de qualité, de performances, de disponibilité et de sécurité
- ☞ mettre en œuvre tous les moyens humains, organisationnels et professionnels pour effectuer les prestations conformément aux dispositions indiquées dans son offre
- ☞ tenir l'ASRB informée périodiquement sur le déroulement des prestations et sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées
- ☞ vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'agence, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations
- ☞ maintenir la pérennité et la qualité des équipes ou personnes qui travaillent sur le projet, proposées dans son offre
- ☞ assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel
- ☞ organiser une mobilisation pour toute situation d'urgence ou de crise liée à un événement technique relevant d'une prestation qui lui est déléguée ou non
- ☞ contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui lui est confiée et le respect des consignes données à son personnel
- ☞ assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent marché soit parfaitement remplie
- ☞ respecter son obligation de confidentialité et l'ensemble des obligations légales, ou d'autre nature, applicables à l'objet du marché
- ☞ être force de proposition concernant toute amélioration du parc
- ☞ livrer les documents demandés dans le respect des délais contractuels
- ☞ se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent

- ☞ faire en sorte que ses interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, ni désordre sur le site ou qu'aucune perturbation n'affecte le fonctionnement normal des installations
- ☞ restituer les installations, équipements et locaux en bon état à l'issue de la prestation

Le titulaire est responsable de tout dommage résultant de l'exécution et/ou de l'inexécution des obligations lui incombant au titre du présent accord-cadre, qu'elles soient accomplies par lui-même, ou par toute personne physique ou morale agissant pour son compte.

### **15.1 - Obligation relative aux équipes dédiées au marché**

Le titulaire choisit un personnel qualifié disposant des niveaux de diplômes, habilitations, compétences techniques et expérience dans les différents domaines du périmètre de la prestation. Le titulaire assure la mise en place et la stabilité du personnel nécessaire à l'exécution des prestations et dont il lui appartient de déterminer le nombre et le niveau de qualification requis (ou l'expérience requise). Il garantit également que les méthodes de travail utilisées et l'organisation mise en place seront adaptées aux exigences de la mission, dans le respect des conditions du marché. L'organisation du titulaire permet de réduire au minimum le nombre de techniciens de maintenance intervenants sur chaque site de manière à ce qu'ils connaissent parfaitement les équipements et les locaux techniquement et géographiquement. Le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le rôle de chaque intervenant, le nombre d'heures prévisionnel, remis par le titulaire avec son offre fait partie des documents contractuels. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

Le titulaire est responsable du choix du personnel qu'il affecte au marché. La qualification du personnel dédié doit pouvoir être vérifiée par l'agence. Le titulaire doit transmettre une liste des employés affectés à l'exécution du marché, indiquant les noms, récapitulant les qualifications professionnelles, les habilitations (ainsi que la date d'échéance de celles-ci lorsque des formations ou des procédures de renouvellement sont requises) et précisant les attributions de chaque membre du personnel en charge de l'exécution des prestations. La liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe pendant la durée du marché.

Le titulaire s'engage à :

- ☞ mettre en place tout moyen humain complémentaire qui s'avérerait nécessaire pour respecter les engagements du marché
- ☞ maintenir du personnel ayant notamment les certifications adéquates
- ☞ informer l'agence en cas d'écart avec l'organisation décrite dans son offre (adaptation de l'effectif, sous-traitance...)
- ☞ prendre en compte les éléments existants et assurer la montée en compétences de son personnel, sans perturber le niveau et la qualité de service rendu en cours. Il devra de ce fait, pour anticiper la réalisation des prestations, faire bénéficier les intervenants concernés de formations totales ou de mise à niveau. Ces formations sont à la charge du titulaire

Le choix du prestataire étant pour partie basé sur la qualité des intervenants, en cas de remplacement, le titulaire devra positionner une personne de même profil. Toute modification apportée à l'équipe décrite dans l'offre du candidat et qui n'aurait pas fait l'objet d'une validation préalable de l'ARS Bretagne, pourra entraîner le rejet de la prestation. Une prestation rejetée ne pourra pas être facturée. Les frais qui pourraient en découler sont à la charge du titulaire.

L'ARS se réserve le droit, à tout moment de l'exécution du marché et sans avoir à en justifier, de demander au titulaire le remplacement d'un membre de son personnel qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations (niveau de compétence technique, organisationnelle, relationnelle, problème de comportement...) ou ne se conformerait pas aux dispositions du marché. Le titulaire devra alors procéder au remplacement du personnel récusé.

L'ARS Bretagne souhaite disposer d'un interlocuteur unique pour le suivi de la prestation. Le marché est placé sous la conduite d'un responsable opérationnel désigné dans l'offre remise par le titulaire. Considéré comme l'interlocuteur privilégié auprès de l'agence lors de l'exécution des prestations, il doit être facilement joignable par l'ARS, du lundi au vendredi, de 8h30 à 18h00, avec un numéro de portable en dehors de ces périodes si besoin. Il est présent sur le site sur convocation de l'agence ou



d'un représentant du DSII, a un pouvoir de décision suffisant pour prendre les mesures nécessaires au fur et à mesure de l'avancement des prestations et engage la responsabilité du titulaire. Il participe à la réunion de suivi avec les représentants du DSII. Il est chargé :

- ☞ de la coordination de l'ensemble des opérations et du suivi du contrat
- ☞ du pilotage, de l'encadrement des prestations et du respect de l'exécution des plannings
- ☞ de l'encadrement des intervenants, de l'organisation du travail
- ☞ de la discipline du chantier et du personnel
- ☞ de la préparation, du suivi et du contrôle de la qualité des prestations
- ☞ de la rédaction des documents techniques et rapports
- ☞ de l'information à l'ARS Bretagne

Il devra :

- ☞ être à l'écoute des attentes et des nouveaux besoins de l'ARS Bretagne
- ☞ proposer les évolutions pertinentes en conséquence
- ☞ garantir la cohérence d'ensemble des solutions mises en œuvre
- ☞ gérer les escalades pour les incidents majeurs

En cas d'absence, il est demandé au titulaire de fournir spontanément et systématiquement un contact pour assurer le suivi durant cette période.

Tous les personnels du titulaire intervenant sur le site, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Pendant leur présence sur site, ils sont joignables en permanence. Les agents présents doivent être en possession des habilitations nécessaires pour intervenir sur les équipements et doivent pouvoir intervenir sur l'ensemble des équipements en ayant recours à un minimum d'agents extérieurs. Ils sont munis des moyens nécessaires pour procéder aux interventions immédiates et contacter le DSII sans délai.

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité, propres aux sites de l'ARS Bretagne. Il est interdit au personnel du titulaire :

- ☞ de pénétrer dans les locaux sans se présenter à l'interlocuteur désigné de l'ARS
- ☞ d'utiliser le téléphone sans autorisation d'un agent de l'agence et sauf urgence (pompiers...)
- ☞ de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et notamment les matériels informatiques, sauf demande expresse de l'agence
- ☞ de prendre des repas à l'intérieur des locaux non prévus à cet effet
- ☞ de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux de travail
- ☞ de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise
- ☞ d'introduire dans les locaux, des personnes autres que le personnel assurant les prestations
- ☞ de ne pas respecter les consignes de sécurité

## **15.2 - Obligation de résultat et de moyens**

Le titulaire est tenu à une obligation :

- ☞ de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du marché dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés
- ☞ de résultat relativement aux délais et performances à respecter. Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces résultats sont de la responsabilité du titulaire

Les moyens définis par le titulaire dans son mémoire constituent les moyens minimaux contractuels.

Au cas où ceux-ci ne seraient pas adaptés, il en supporterait seul les conséquences et ne pourrait s'en prévaloir pour diminuer la qualité des prestations ou réclamer une quelconque révision à la hausse du prix des prestations.

Dans ce cas, il sera procédé, à la charge du titulaire, à une actualisation des moyens décrits dans son mémoire.

### **15.3 - Obligation d'information, de conseil, d'alerte et de mise en garde**

De manière générale, le titulaire s'engage à informer l'agence de tout événement ou difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché, de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux équipements, matériels et prestations fournies dans le cadre de l'exécution du présent marché. À ce titre, le titulaire réalise la veille technologique nécessaire à la conduite de sa mission de conseil et se doit de faire des propositions à l'ARS Bretagne.

Le titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre de la prestation. Cette obligation est spontanée. Le titulaire doit de sa propre initiative communiquer au représentant du DSII toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du marché, signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner et d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information. Il doit se comporter en véritable partenaire proactif, garant d'une évolution cohérente, performante et efficiente du SI.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité et de ses obligations contractuelles.

### **15.4 - Obligation de transparence de l'action**

Le titulaire doit garantir la qualité de ses livrables et veiller en permanence à assurer la transparence de ses actions à l'ARS.

Tous les documents réalisés par le titulaire sont aux formats compatibles avec la suite Office et remis sous la forme dématérialisée et/ou sur support papier au responsable du DSII.

Il remet à l'ARS des livrables exempts d'erreur matérielle. Tout livrable réalisé entièrement par le titulaire doit être réalisé selon sa charte graphique.

Un compte rendu d'intervention sera rédigé à l'issue de toute prestation. En cas de modification du parc d'équipements, le titulaire doit mettre à jour l'inventaire. Le titulaire doit transmettre ces documents au responsable du DSII au plus tard dans les 5 jours ouvrés suivant la prestation.

### **15.5 - Obligation de respect des règles déontologiques**

Le titulaire et ses intervenants s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution des prestations, toutes les mesures déontologiques applicables aux agents de l'administration : confidentialité, secret professionnel, discrétion, probité, intégrité, neutralité, transparence.

### **15.6 - Consentement à l'utilisation des données**

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'agence à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une prestation de conseil, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution. L'ARS Bretagne s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

## 15.7 - Mesures de sécurité

### - Accès

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logistiques à des informations.

### - Protection de l'information

Le titulaire applique et fait appliquer à ses sous-traitants les clauses de sécurité relatives aux obligations de protection de l'information, de gestion des données et de maintien en condition de sécurité.

### - Mise en œuvre d'une gestion de risques et son suivi

Le titulaire met en place une gestion des risques et assure un suivi permanent de son niveau de maîtrise de risques ainsi que du respect des politiques et règles de sécurité applicables sur le périmètre des prestations, y compris auprès de ses sous-traitants. Il avertit l'ARS Bretagne de toute difficulté potentielle ou avérée.

### - Séparation des données de l'agence et des données d'autres clients

Le titulaire conserve et traite les données de l'ARS Bretagne de manière séparée de ses propres données ou de données d'autres clients du titulaire. Le titulaire doit restreindre l'accès aux données de l'agence suivant le principe de restriction au besoin d'en connaître.

### - Modalités d'échanges d'informations

Le titulaire garantit que les modalités de stockage et d'échanges d'informations par courriel permettent d'en assurer la confidentialité et l'intégrité. Le titulaire garantit que les supports échangés ou à connecter sur un SI de l'ARS Bretagne n'intègrent aucun code malveillant et ont fait l'objet d'un test d'innocuité positif.

## 15.8 - Modifications affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'agence toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution du marché pouvant influencer sur son déroulement et qui se rapportent :

- ☞ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- ☞ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- ☞ à sa raison sociale ou à sa dénomination
- ☞ à son adresse ou à son siège social
- ☞ à un changement de ses coordonnées bancaires (RIB)
- ☞ à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), L2341-1, L2341-3, L2341-4 et L2341-5 du code de la commande publique
- ☞ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement

Il devra transmettre par mail au service marché de l'ARS Bretagne les nouvelles informations en précisant la référence du marché. Il devra, le cas échéant, joindre un extrait K Bis, une copie de l'avis paru dans un Journal d'Annonces Légales, un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. Le paiement des factures sera suspendu tant que l'ARS Bretagne ne sera pas en possession des justificatifs nécessaires. Ces changements se font **sans modification des conditions initiales et notamment commerciales du marché**. Ces modifications peuvent être formalisées par certificat administratif.

## Article 16 - Assurances

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle

de ses commettants ou préposés, à l'égard de l'agence et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire s'engage à fournir à l'ARS Bretagne annuellement une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **Article 17 - Propriété des résultats**

Les documentations de base, données et autres documents remis au titulaire par l'ARS pour l'exécution du présent marché restent la propriété exclusive de cette dernière. Le droit d'utilisation sur ces éléments accordé au titulaire par l'ARS est limité aux seules fins de l'exécution du marché et uniquement pendant sa durée de validité.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG FCS, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents à tous les livrables attachés aux prestations à savoir l'ensemble des études, analyse d'impact ou tout autre livrable découlant de ces prestations afin de permettre à l'administration de les exploiter librement.

L'ARS Bretagne se réserve en particulier le droit de confier l'utilisation des documents et supports résultants de l'exécution de la prestation aux tiers de son choix.

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'agence demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

### **Article 18 - Confidentialité**

Au cours de l'exécution du présent marché, le prestataire sera amené à prendre connaissance d'informations à caractère confidentiel.

On entend par "informations confidentielles" au sens du présent marché, les informations de toute nature, techniques, financières, comptables, administratives, tous plans, études, audits, toutes données, quelle qu'en soit la forme ou le support, incluant, sans limitation les communications orales, écrites ou fixées sur un support quelconque et communiquées au titulaire ou celles dont ce dernier aurait pu avoir connaissance du fait de la réalisation des prestations objet du présent marché, ou par tout autre moyen, se rapportant directement ou indirectement au marché ou à l'activité du prestataire.

Le prestataire s'engage à observer ou faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du marché et à prendre toute mesure nécessaire pour en préserver la confidentialité. Pour garantir la confidentialité, le prestataire s'interdit :

- ☞ toute divulgation, quelle qu'elle soit, à quelque titre que ce soit, des documents confidentiels auxquels il aura directement ou indirectement connaissance
- ☞ d'exploiter partiellement ou totalement les informations confidentielles, sous quelle que forme que ce soit et notamment dans le cadre de missions auprès d'autres clients

A l'expiration du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des documents qui lui ont été remis par l'agence ou qu'il a été amené à créer pendant l'exécution du marché.

### **Article 19 - Protection des données à caractère personnel**

Pour l'application des présentes clauses, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, "règlement général sur la protection des données" ou RGPD), **le responsable de traitement est l'acheteur public et le sous-traitant est le titulaire du marché public.**

## 19.1 - Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après (article 28 du RGPD).

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données.

## 19.2 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service tel que décrit dans le CCTP.

La nature des opérations réalisées sur les données est l'enregistrement et l'utilisation des données personnelles dans le cadre de l'exécution du marché.

La ou les finalité(s) du traitement sont la gestion des contacts avec l'ARS. Les données à caractère personnel traitées sont le nom, prénom, adresse mail, numéro de téléphone professionnel.

Les catégories de personnes concernées sont les collaborateurs de la Direction des Ressources.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la bonne exécution du marché.

## 19.3 - Durée de l'engagement


Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la date de signature du marché pour toute la durée d'exécution du marché.


## 19.4 - Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

### 1. Confidentialité des données

Le titulaire du marché public s'engage à :

- a) traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet des présentes clauses
- b) garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses
- c) veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu des présentes clauses :


-  s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité


-  reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

- d) prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

### 2. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifique :

-  il informe préalablement, par écrit, l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

-  il indique clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

L'acheteur dispose d'un délai minium de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais du formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) actualisé des exigences du RGPD.

### **3. Droit d'information des personnes concernées**

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'acheteur avant la collecte de données.

### **4. Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [ars-bretagne-dpo@ars.sante.fr](mailto:ars-bretagne-dpo@ars.sante.fr).

### **5. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique à [ars-bretagne-marches-publics@ars.sante.fr](mailto:ars-bretagne-marches-publics@ars.sante.fr) et [ars-bretagne-dpo@ars.sante.fr](mailto:ars-bretagne-dpo@ars.sante.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

La notification contient au moins :

- ☞ la description de la nature de la violation de données à caractère personnel
- ☞ les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation
- ☞ les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés
- ☞ la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- ☞ la description des mesures prises pour remédier à la violation de données à caractère personnel

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

### **6. Analyse d'impact**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données (AIPD/PIA).

### **7. Mesures de sécurité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Décrire, si ces informations ne figurent pas en annexe ou dans tout autre document particulier du présent marché public, les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :

- ☞ la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- ☞ les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- ☞ les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- ☞ une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par [code de conduite, certification].

*[Dans la mesure où l'article 32 du règlement européen sur la protection des données prévoit que la mise en œuvre des mesures de sécurité incombe au responsable du traitement et au sous-traitant, il est recommandé de déterminer précisément les responsabilités de chacune des parties au regard des mesures à mettre en œuvre]*

## 8. Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché doit justifier par écrit de la destruction.

## 9. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

## 10. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire **tient par écrit un registre** de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- ☞ le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
- ☞ les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement
- ☞ le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées
- ☞ dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles

## 11. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 12. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- a) fournir au titulaire les données visées au 19.2 des présentes clauses
- b) documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
- c) veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
- d) superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant

## 13. Non-respect de ses obligations par le titulaire

La responsabilité du titulaire peut être engagée en cas de manquement aux obligations spécifiques imposées par le règlement européen sur la protection des données.

Toute personne ayant subi un dommage du fait d'une violation du règlement européen peut obtenir la réparation intégrale de son préjudice.

Le titulaire peut également faire l'objet de sanctions administratives importantes en cas de méconnaissance des dispositions du règlement, notamment des amendes pouvant s'élever jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel mondial de l'exercice précédent.

## **Article 20 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, l'ARS Bretagne se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant conformément à l'article 45 du CCAG FCS. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

L'agence peut choisir librement le prestataire en charge de pallier aux manquements du titulaire, sans que celui-ci puisse opposer la moindre contestation, notamment en ce qui concerne le prix.

## **Article 21 - Pénalités**

Cet article relatif aux modalités d'application des pénalités déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Les pénalités sont appliquées de plein droit, sans mise en demeure préalable. Il n'est prévu aucune exonération à leur application.

Les pénalités sont cumulables et ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité.

Le titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui sont signifiées.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'ARS Bretagne de résilier l'accord cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG FCS.

Le montant total des pénalités ne peut pas excéder 20 % du montant de la prestation concernée. Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre. En cas de résiliation de l'accord-cadre, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

### **21.1 - Pénalités pour retard**

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 (prolongation du délai d'exécution) et 21.5 (sursis de livraison) du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution d'une prestation est dépassé, le titulaire encourt, sauf cas de force majeure ou faute de l'établissement, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100 \quad \text{dans laquelle :}$$

P = montant HT de la pénalité

V = montant HT de la prestation concernée

R = nombre de jours de retard

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.



## 21.2 - Pénalités pour indisponibilité

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la constatation d'une rupture de service faite au titulaire et le rétablissement en ordre de marche.

Le titulaire s'engage à rendre à l'agence l'usage du matériel, au terme des délais stipulés dans le CCTP ou, à défaut, à lui mettre à disposition une solution aux fonctionnalités équivalentes. En cas de constatation de nouveaux défauts sur le matériel en cause, le titulaire est tenu d'y apporter de nouvelles corrections aux mêmes conditions.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'agence la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG FCS, la pénalité d'indisponibilité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 50 \quad \text{dans laquelle :}$$

P = montant HT de la pénalité

V = valeur de la rémunération HT versée au titre de la maintenance

R = nombre d'heures de retard

## 21.3 - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5 du CCAG FCS, le titulaire s'expose à des pénalités. En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant ou pas des données à caractère personnel les pénalités appliquées sont égales à 2 % du montant exécuté HT du marché public à la date de constatation du fait générateur. En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités sont appliquées de façon cumulative.

## 21.4 - Autres pénalités

### Pénalités pour non présentation à la réunion de suivi

Le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par réunion de suivi à laquelle il ne s'est pas présenté.

### Pénalités pour non remise d'un devis

Lorsque le délai de transmission du devis dépasse le délai maximum fixé à 5 jours ouvrés, le titulaire s'expose à une pénalité de 500 € par jour ouvré de retard.

### Pénalités pour non remise de documents

En cas de retard dans la remise des livrables (audit, comptes rendus d'intervention, documents à remettre lors de la prestation de réversibilité...), une pénalité de 50 € par document et par jour ouvré de retard sera appliquée.

## Article 22 - Litiges, résiliation, recours

### 22.1 - Litiges

L'ARS Bretagne et le titulaire du marché s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché

(article 46 du CCAG FCS). En vue de trouver une solution amiable à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du marché, l'ARS Bretagne et le titulaire conviennent de se réunir dans les cinq jours à compter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiée par l'une des deux parties.

En cas de litige, il pourra être fait appel au Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends relatifs aux marchés publics (CCIRA de Nantes DREETS des Pays de la Loire situé 22 mail Pablo Picasso à NANTES - Tél : 06 60 48 98 89 - Courriel : [dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:dreets-pdl.ccira@dreets.gouv.fr)). Ce recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future entre l'ARS Bretagne et le titulaire.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente. Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du Tribunal Administratif de RENNES.

## 22.2 - Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG FCS s'appliquent au présent marché.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire et prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG FCS, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques conformément à l'article 45 du CCAG FCS :

- ☞ en cas d'inobservation caractérisée des obligations du présent marché
- ☞ en cas de fautes répétées
- ☞ en cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations
- ☞ en cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil
- ☞ si le montant des pénalités atteint 20 % du montant total du marché

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution. Ceux-ci continueront de s'exécuter jusqu'à leurs termes.

En cas de fusion ou absorption de la société titulaire, de cession de marché, l'ARS Bretagne a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans indemnité et sans préavis si le nouveau titulaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises pour l'exécution du marché

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## 22.3 - Recours

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif situé au 3 Contour de la Motte à RENNES (Tél : 02 23 21 28 28 - Fax : 02 99 63 56 84 - Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr) - Adresse internet : <http://www.ta-rennes.juradm.fr>).

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Rennes.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ☞ Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat
- ☞ Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA
- ☞ Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

- ☞ Recours pour Excès de Pouvoir en cas de déclaration d'infructuosité de la procédure dans un délai de deux mois à compter de la notification

### **Article 23 - Dérogations au CCAG**

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS arrêté du 30 mars 2021) sont applicables au présent marché pour toutes les clauses non précisées dans les documents de cette consultation et dans la mesure où elles ne sont pas contraires ou différentes des dispositions du présent Document Unique.

Les articles du présent Document Unique listés ci-dessous dérogent au CCAG FCS :

<b>Articles du présent Document Unique</b>	<b>Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé</b>
Article 5 : Durée du marché	L'article 13.1.1 du CCAG FCS stipule que le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.
Article 8.1 : Vérification et admission	L'article 27 stipule que l'acheteur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.
Article 10.1 : Contenu des prix	Pour les prestations supplémentaires ou modificatives, l'article 23 du CCAG FCS prévoit la fixation d'un prix provisoire et la rédaction d'un avenant pour arrêter les prix définitifs.
Article 10.3 : Révision des prix	L'article 10.2.2 du CCAG FCS stipule que les prix à payer sont ceux applicables à la date de la livraison ou de la fin d'exécution des prestations.
Article 16 : Assurances	L'article 9 du CCAG FCS précise qu'à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.
Article 17 : Propriété des résultats	Article 37 du CCAG FCS
Article 21 : Pénalités	Article 14 : Pénalités 14.1.1. La pénalité est calculée par application de la formule suivante : $P = V * R / 1\,000$ 14.1.2. Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. 14.1.3. Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. L'article 14.2.5 du CCAG FCS prévoit des pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance selon la formule $P = V * R / 30$
Article 22.2 : Résiliation	L'article 42 du CCAG FCS indique que lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation.

## **Article 24 - Signature du marché**

### **24.1 - La société**

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures aux prix indiqués en annexe.

Nom, prénom et qualité du signataire et des membres (*) si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société qu'il représente

### **24.2 - L'acheteur**

☐ Désignation de l'acheteur

Agence Régionale de Santé Bretagne  
6, place des Colombes - CS 14253  
35042 RENNES CEDEX  
Téléphone : +33 2.90.08.80.00

☐ Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

Madame La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bretagne, Elise NOGUERA

Origine de son pouvoir de signature :

Décret du 01 février 2023 portant nomination de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Bretagne

A ....., le .....

Signature :